

*l'entrée dans une vie amoureuse réellement active* » (p. 114).

Le dernier chapitre questionne la possibilité ou la manière de construire une autre identité sexuée. Quelques pages sont consacrées au rôle des parents et du monde enseignant qui apparaît plutôt résigné face à la sexualisation de ces petites filles : « *le jeu du monde adulte est ici double, dans sa volonté à la fois de prolonger l'innocence et la pudeur traditionnellement dévolues aux filles, d'ignorer les réalités de leur entrée dans une vie amoureuse et/ou sexuelle active, et en même temps de les pousser vers une érotisation et des canons esthétiques adultes* » (p. 130). C. Monnot voit toutefois, dans les pratiques sportives, des possibilités de mettre à mal certains stéréotypes. Ainsi, le monde équestre est un univers féminin, comme les jouets et les vidéos en témoignent. Or, c'est un sport dangereux, douloureux physiquement

et qui conduit, en outre, à accomplir toutes sortes de tâches manuelles généralement plutôt attribuées aux garçons. L'argumentaire paraît un peu court. En effet, encore très attachée à un univers féminin et basé sur le « soin » dans le rapport à l'animal, l'équitation n'est guère une manière de lutter contre les petites filles « modèles ».

Ouvrage destiné à un public élargi et pas seulement au monde universitaire, il a assurément des vertus pédagogiques qui lui ont valu d'être repris dans la presse magazine féminine notamment. Basé sur un terrain plutôt exploratoire, il contribue davantage à ouvrir des pistes de recherche qu'il ne démontre le rôle joué par les loisirs dans la construction des identités sexuées.

**Sandrine Dauphin**

CNAF – Rédactrice en chef  
de *Politiques sociales et familiales*

Cécile Van de Velde

*Devenir adulte*

*Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*

2008, Paris, PUF, collection le Lien social, 278 pages.

Issu de la thèse de Cécile Van de Velde, cet ouvrage traite du passage des jeunes à l'âge adulte, de 18 ans à 30 ans. Utilisant à la fois des matériaux quantitatifs (le panel européen qui suit des ménages pendant cinq ans) et qualitatifs (cent trente-cinq entretiens auprès de jeunes dans quatre pays), il s'intéresse à la fois aux configurations des politiques publiques pour la jeunesse, aux étapes objectives d'autonomisation et au vécu des jeunes eux-mêmes. Passant rapidement outre la césure classique entre des pays nordiques où l'autonomie est rapidement acquise et où la protection sociale est universelle (plus de 80 % des jeunes décohabitants sont aidés) et les pays du Sud aux caractéristiques opposées, l'auteure propose une comparaison approfondie de différents types d'expériences de transitions personnelles, familiales et d'emploi dans quatre pays emblématiques : le Danemark, le Royaume-Uni, la France et l'Espagne.

Au Danemark, le temps long de la jeunesse est vécu comme une phase de construction de soi au

travers d'expériences : il s'agit de se trouver. La décohabitation du foyer parental est précoce : à 20 ans, la moitié des jeunes Danois a franchi cette étape, l'autonomie étant valorisée, même en dehors de toute autre motivation (emploi, couple), dans un système familial démocratique et égalitaire. Entre cette décohabitation et l'atteinte de toutes les caractéristiques de l'âge adulte, de nombreuses étapes se succèdent : séquences alternées ou simultanées d'emploi et d'études (84 % des jeunes de 18 ans à 30 ans travaillent, et plus de la moitié sont des étudiants), constitution de couples... Dans un contexte de faible chômage des jeunes et de désirs d'expériences multiples, les jeunes font de longues études : 28 % des 25-30 ans sont encore étudiants. Les politiques publiques favorisent cette autonomie en dispensant, sous condition de ressources du jeune, allocations et prêts à des niveaux élevés : ainsi, au Danemark, est en vigueur le système de 72 « bons mensuels » de financement de périodes d'études, qui peuvent être discontinues. Au global, un État social-démocrate,

qui encourage la défamilialisation des études, un marché du travail équilibré qui permet une insertion aisée et un modèle familial démocratique favorisant une norme d'autonomie soutiennent un modèle d'indépendance précoce, d'études longues et une logique de développement personnel.

Au Royaume-Uni, une logique d'émancipation incite les jeunes à s'assumer, dans des conditions parfois précaires, pour être « adulte à tout prix ». En effet, l'attractivité du statut d'adulte et une entrée aisée dans le marché de l'emploi valorisant les autodidactes incitent les jeunes à des études courtes et à une prise d'autonomie précoce, fondée sur le principe d'autofinancement par le travail. On compte ainsi seulement 22 % d'étudiants âgés de 18 ans à 30 ans, alors que les études sont relativement peu financées par la collectivité et coûtent donc aux jeunes et aux familles, directement ou à moyen terme par le remboursement de prêts. Cette précipitation confiante s'inscrit également dans un contexte de rupture souhaitable avec un foyer parental considéré comme limitant la liberté. Certains indicateurs soulignent néanmoins la dimension contrainte et précaire des parcours : la relative prévalence de la colocation (20 % de 19 ans à 25 ans), les parcours différenciés des hommes et des femmes (davantage de trajectoires d'inactivité pour les secondes), les différences dans le suivi des études entre les milieux sociaux. Ainsi, un état libéral et un coût élevé des études, un marché de l'emploi flexible qui autorise une insertion professionnelle rapide et un modèle familial reposant sur une norme d'indépendance favorisent des trajectoires d'émancipation.

La France, comme souvent, développe un modèle intermédiaire entre les pays du Nord et les pays du Sud. Les jeunes y développent des stratégies d'intégration, estimant qu'il faut, très tôt, se « placer » dans une société qui apparaît relativement peu mobile. En ce qui concerne la décohabitation avec les parents, leur aspiration à l'autonomie est contrariée par une forte contrainte financière liée à un taux particulièrement élevé de chômage des jeunes. Cette situation les contraint à une situation de semi-dépendance – ou de départ progressif – qui se caractérise, pour les catégories populaires, par le maintien d'une cohabitation dont les conditions sont négociées et, pour les catégories les plus aisées, par une logique d'extension du nid par l'installation du jeune dans un logement financé par les parents. Sur le plan de l'insertion professionnelle, le peu de mobilité au sein de la hiérarchie sociale, l'impact déterminant de la formation initiale sur l'ensemble de la carrière professionnelle produisent des trajectoires où l'accès à l'emploi suit des parcours estudiantins linéaires. Ces trajectoires sont anxiogènes pour les jeunes : les sentiments de ne pas avoir droit à l'erreur, de ne pas maîtriser son environnement amènent à un surinvestissement dans des études longues (39 %

sont étudiants entre 18 ans et 30 ans), sans que cela ne résolve complètement les difficultés d'insertion. Au global, la société française est décrite comme corporatiste, avec un État-providence qui hésite entre le soutien à la famille et le soutien à l'autonomie, et un marché du travail très difficile d'accès pour les jeunes. Ces caractéristiques poussent ces derniers à une indépendance dissociée selon les secteurs considérés et à un surinvestissement dans les études ; leurs trajectoires s'établissent sur la base de la recherche de l'intégration.

En Espagne, la logique dominante est celle de l'appartenance familiale ; la jeunesse est une longue période avant l'installation de façon autonome. La caractéristique principale de l'autonomisation des jeunes Espagnols est la durée de la présence au foyer parental : à 25 ans, 80 % des jeunes cohabitent encore avec leurs parents. Les raisons sont à la fois matérielles et affectives. Un chômage très élevé des jeunes (17 %) provoque un allongement des études (35 % sont étudiants entre 18 ans et 30 ans, 15 % entre 25 ans et 30 ans). Cependant, une insertion professionnelle ne garantit pas le départ du foyer : 25 % des jeunes ont un emploi mais restent néanmoins chez leurs parents. Un départ précoce est considéré comme une trahison familiale : la norme d'âge de départ excède les 30 ans, alors qu'elle est inférieure à 25 ans dans les trois autres pays étudiés. Finalement, les jeunes Espagnols ne quittent le foyer parental que lorsque trois conditions sont réunies : l'obtention d'un emploi, d'un logement et d'une union stable, voire un mariage. Dans l'intervalle, ils se résignent à une cohabitation où ils se soumettent à l'affection et à l'autorité parentale, essentiellement maternelle d'ailleurs. Finalement, un État familialiste – qui a développé très peu d'aides à l'autonomie –, un chômage des jeunes important – qui provoque une stabilisation professionnelle tardive – et des normes familiales fortes créent des trajectoires d'autonomisation basées sur l'installation matrimoniale.

En conclusion, C. Van de Velde revient sur des problématiques sociales qui se posent actuellement dans les différents pays. Alors qu'en Espagne, la question du logement et celle de la précarité sont centrales, la France met davantage l'accent sur les solidarités intergénérationnelles et le concept de « génération sacrifiée ». Le surendettement et la question du logement animent le débat anglais alors que les Danois s'interrogent plus sur les inégalités intragénérationnelles, que ne limite pas le système des bourses.

Finalement, l'auteure plaide pour une politique défamilialisée de la jeunesse afin de solvabiliser la période d'autonomisation en limitant les inégalités sociales. Fondée sur la logique des étapes de vie plutôt que sur des normes d'âge, cette politique pourrait particulièrement se centrer sur le développement de la mobilité socioprofessionnelle

avec la création de passerelles de formation, qui permettraient aux jeunes de ne pas s'enfermer dans un parcours mais de pouvoir orienter leur carrière au gré de leurs expériences. Une politique européenne pourrait, enfin, initier un réel investissement dans la génération des actifs de demain.

La lecture de cet ouvrage est particulièrement stimulante. Les pays sont bien choisis : à la fois comparables et diversifiés (au regard de la situation économique et de la classe de typologie d'État-providence), ils donnent lieu à une recherche féconde sans être absolument relativiste. Le nombre de pays comparés, quatre, évite la confrontation sans tomber dans le piège du catalogue.

Le croisement de données d'enquête sur les âges, de données d'opinion sur les normes ainsi que sur la signification des transitions et de données analytiques sur les politiques propose des analyses synthétiques et fines de situations disparates. Le traitement de ce matériau conduit à l'investigation de nouvelles pistes ; ainsi, l'analyse des transitions (probabilité d'être dans une situation donnée par rapport à la situation de l'année précédente) permet de mieux comprendre des parcours aux situations mouvantes et réversibles. Par ailleurs, le traitement de « petits » sujets emblématiques, repris dans chaque chapitre, donne de la vivacité à une interprétation en profondeur. On est séduit par l'analyse du « loyer » qu'apportent les jeunes qui gagnent leur vie et qui cohabitent encore avec leurs parents : considéré comme normal au Danemark, il est incongru en Espagne où les jeunes épargnent pour « monter » leur propre ménage. Cette analyse vient en illustration d'une théorie des échanges entre générations fondés sur le concept d'égalité dans les pays du Nord, de dette pour la France et d'assurance à long terme pour les pays du Sud. De même, la possibilité (très précoce) d'amener un partenaire sexuel au domicile parental souligne la norme d'autonomie, de liberté et de démocratie familiale dans les

familles danoises, alors que son impossibilité reflète la norme familialiste, fondée sur le respect de l'autorité maternelle, de la société espagnole. Sur le plan formel, une écriture alerte et un effort important de synthèse, au travers de graphiques et de schémas, rendent accessible un travail complexe.

Sur le fond, on retiendra que les facteurs de la disparité sont multiples : l'intervention de l'État, le marché de l'emploi et les normes sociales se conjuguent pour constituer une configuration de l'autonomisation des jeunes. Sans limiter la portée de la politique, cette complexité explique la délicate transposition de dispositifs d'un pays à l'autre.

Finalement, à l'issue de ce travail, on aurait envie de poser de nouvelles questions afin de prolonger la réflexion. L'analyse des inégalités internes aux sociétés est esquissée : ainsi, le cas de l'Espagne où les parcours des femmes et des hommes sont très différents ; le cas de la France, qui comporte deux modèles de décohabitation en fonction de l'origine sociale. Cette analyse mériterait un approfondissement. Par ailleurs, l'analyse de modèles d'intégration de sociétés non européennes, esquissée en conclusion, pourrait former un prolongement passionnant : la société japonaise semble, à cet égard, relativement proche de la société française. La question de l'impact de ces différentes modalités d'autonomisation sur les structures familiales, sur les parcours professionnels – sujet amorcé par Louis Chauvel (\*) – pourrait également donner lieu à des travaux ultérieurs. Sur le plan de la méthode, le développement d'une méthode analogue pour traiter d'autres sujets, comme la perception de l'enfance et les dispositifs publics pour la garde des tout-petits, serait une piste très féconde. Un livre bien stimulant, en somme !

**Delphine Chauffaut**

CNAF – Responsable du Département de la recherche et du réseau des chargés d'études.

(\*) Chauvel L., 1998, *Le destin des générations. Structure sociale et cohortes en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, collection Le lien social.